Le Conseil,

Vu le rapport du 8 mars 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Vous avez approuvé, le 25 mai 1999, à l'issue d'un marché de définition, le parti d'aménagement et le lancement des études d'aménagement d'une place publique et des voiries adjacentes dans le cadre de la réhabilitation du quartier Moncey à Lyon 3° et la prise en compte des remarques émises lors de la concertation préalable et de l'enquête publique le 27 septembre 1999.

La première tranche de travaux de ce projet, limitée à la place publique, est caractérisée par :

- le statut de cette place répondant, d'une part, à l'échelle de l'agglomération par son emplacement central et sa dimension de 8 000 mètres carrés et, d'autre part, à celle du quartier par ses équipements de proximité,
- le traitement unitaire du sol constitué d'un revêtement de pierre clair comprenant les voiries et de larges trottoirs au pied des façades, privilégiant la circulation des piétons,
- des possibilités d'appropriation de lieux divers, square et jeux d'enfants, parvis d'école aménagé, lieux de repos et de palabres agrémentés de fontaines, espace libre pour des manifestations de quartier, jeux d'adolescents et activités commerciales, dans un vaste espace structuré par un mail constitué d'arbres de grand développement le bordant sur trois côtés.

Pour la réalisation des travaux, un appel d'offres ouvert et par lots séparés a été lancé à la suite de l'avis de monsieur le vice-président délégué aux marchés publics en date du 6 mars 2000.

Cet appel d'offres comportait les lots suivants :

* lot n° 1 : aménagement des sols, génie civil de voirie et revêtements :

- 1 A : terrassements, voiries, réseaux divers (VRD), fondations de chaussée,
- 1 B : dallage et pavage en pierres ;

* lot n° 2 : éclairage public ;

* lot n° 3 : espaces verts :

- 3 A : plantations,
- 3 B : arrosage ;

* lot n° 4 : métallerie, menuiserie aluminium.

Le montant global, envisagé pour cette première tranche de réalisation et limité à la place publique, est estimé à 30 200 000 F TTC.

Afin d'obtenir une réalisation harmonieuse du projet et, conformément aux dispositions de l'article L 5 215-27 -2° alinéa- du code général des collectivités territoriales, cette opération serait réalisée par un seul maître d'ouvrage, en l'occurrence la Communauté urbaine, et la Ville lui confierait la réalisation des équipements qui, dans le cadre de cette opération, relèveraient normalement de ses attributions. En contrepartie, la Ville participerait financièrement à l'opération d'aménagement pour un montant de 7 550 000 F TTC.

Une convention entérinerait ces principes et serait signée entre la Communauté urbaine et la Ville ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération en date du 25 mai 1999 et celle n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Vu les résultats de la concertation préalable et de l'enquête publique en date du 27 septembre 1999 ;

Vu l'article L 5 215-27 -2° alinéa- du code général des collectivités territoriales ;

Oùï l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à signer :

a) - les offres retenues consécutivement à l'appel d'offres lancé sur les bases du projet décrit ci-dessus, pour valoir actes d'engagement ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire dans la limite des crédits budgétaires affectés à l'opération,

b) - la convention à passer avec la Ville.

2° Décide que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - La dépense de 30 200 000 F TTC sera prélevée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget primitif de la Communauté urbaine - exercices 2000 et suivants :

- pour 22 650 000 F TTC : compte 231 510 - fonction 824 - opération 0195,
- pour 7 550 000 F TTC : compte 458 100 - fonction 824 - opération 0195.

4° - La recette de 7 550 000 F, à percevoir de la Ville, sera versée sur les crédits inscrits au budget primitif de la Communauté urbaine - exercices 2000 et suivants - compte 458 200 - fonction 824 - opération 0195.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,